







« Les Régies sont

transition écologique

et solidaire. »

ÉDITO

JRCQUES LIMOUZIN

Président du Mouvement des Régies

Dans ce dernier numéro, nous avons décidé de présenter les Régies de Quartier et de Territoire sous plusieurs angles.

Notre campagne sur l'égalité femmes-hommes illustre une réelle préoccupation de notre Mouvement : aucun travail n'est réservé à un genre. Mais parfois, il faut se le rappeler et aussi faire preuve d'innovation.

des moteurs du

Et puis, dans les Régies, il y a toujours un foisonnement de réalisations : plusieurs d'entre elles animent des activités sportives et nous ne pouvions nous priver d'en évoquer certaines en cette année olympique.

Enfin, notre dossier central permet de bien faire le lien entre la Transition Écologique et Solidaire (TES) et les contrats de ville qui se renouvellent cette année. Les Régies sont, dans les quartiers et territoires populaires, des moteurs du développement de la TES et peuvent affirmer que, bien accompagnés, les habitants sont exemplaires et fiers de ce qu'ils réalisent.

02

Regards



• Campagne égalité femmes-hommes

04-05

Actualités



- Contrat de ville
- Nouvelles Régies

06-08

En direct des Régies



- Spécial Jeux Olympiques
 - Danser à Bron, fortifier son cœur et ses muscles à Évreux
 - À Villeneuve-sur-Lot, le sport comme outil de réussite

09-17

ommaire

Le dossier



• Les projets des Régies mettent en œuvre la transition écologique

18-19

Du nouveau



- Une convention nationale entre bailleurs sociaux et Régies de Quartier
- Numérique en commun : deuxième édition

20

Entretien avec



 Renaud Payre, politologue et 3º vice-président de la Métropole de Lyon, membre de la commission urbanisme, habitat, logement et politique de la ville.

EN BREF

LA RÉGIE DE QUARTIER OCÉAN FÊTE SES 20 ANS

SAINT-HERBLAIN (44)

Une fête exceptionnelle sur 2 jours le 22 et 23 mai avec élus, habitants pour célébrer les actions de la Régie dans le quartier.



OCEAN FÊTE SES 20 ANS

gill ocean

SÉMINAIRE COMMANDE PUBLIQUE

TOULOUSE (33)

Le 14 mai à Toulouse, le Séminaire commande publique responsable a réuni partenaires et Régies de la région occitane.



VISITE RPPRENANTE FERME URBRINE

LILLE/ROUBAIX (59)

Découverte de deux fermes urbaines en quartiers prioritaires à Lille et Roubaix. Une rencontre vivante pour comprendre les problématiques et enjeux de l'agriculture urbaine



ACTUALITÉS

UN NOUVEAU PARCOURS D'INSERTION EN GUYANE, POUR LES PERSONNES DÉTENUES





Un contrat d'implantation pour le nouvel ACI PEPIT'ENTIAIRE a été signé le 12 mars par John Félix, président de la Régie de Quartier de Rémire-Montjoly. Il s'agit d'un nouveau parcours d'insertion autour de l'agriculture qui proposera aux personnes détenues une montée en compétences dans le maraîchage, le compostage et l'agroforesterie.

Ce chantier bénéficie d'un agrément de la DGCOPOP – Direction générale Cohésion et population en Guyane – et pourra accueillir 5 ETP la première années, 8 et 10 les suivantes. Les travaux de remise en état du site ont débuté. Une demande de subvention sera déposée afin d'acquérir les équipements nécessaires au démarrage de la production.

Depuis le 1er mai, 3 personnes détenues travaillent déjà pour la Régie. L'idée, dans un premier temps, est de pouvoir approvisionner les cuisines du Centre en produits frais. Les personnes détenues bénéficieront comme tous d'un accompagnement socio-professionnel.

L'activité de maraîchage avec les personnes détenues, initiée au début des années 2010, avait été temporairement cédée à une autre association, puis les serres de 10 000 m² du centre pénitentiaire avaient été laissées à l'abandon. La Régie s'occupait toujours de 15 personnes placées en semiliberté.

DEUX NOUVELLES RÉGIES DE QUARTIER, UNE NOUVELLE RÉGIE DE TERRITOIRE

Villetaneuse (93)

La Régie a été labellisée à l'été 2023. Elle complète un réseau à la fois dense et solidaire en Seine Saint-Denis notamment sur le territoire de Plaine Commune où elle a rejoint celles de Stains, Pierrefitte-sur-Seine et Saint-Denis. Engagée sur des projets autour de la transition écologique ou les économies d'énergie, la structure compte s'appuyer sur l'expérience et l'expertise du réseau.

Laval (53)

L'association existe depuis 2007, autour de la collecte des déchets et de leur valorisation, du ménage et des espaces verts. Elle délivre 8 000 heures de formation par an. Elle a choisi d'intégrer le réseau pour être encore plus en lien avec les habitant.es. Le mode de gouvernance va changer puisque le CA va intégrer élu.es, bailleurs, habitant.es et acteurs économiques. Le Pôle lien social va lui s'élargir au-delà des salarié.es.

Marmande (47)

La labellisation a été annoncée fin mars, à peine plus d'un an après la première démarche auprès du Mouvement des Régies. Le 30 mai, EnviPlus deviendra EnviPlus Régie de Territoire des 3G. Le 30 septembre, l'association fêtera aussi ses trente ans et signera le manifeste du Mouvement. Pour le directeur, il s'agit d'ouvrir le champ des possibles et d'agir avec les habitant·es.









EN DIRECT DES RÉGIES

SPÉCIAL JEUX OLYMPIQUES



FORTIFIER SON CŒUR ET SES MUSCLES À ÉVREUX

À Évreux, le sport est depuis longtemps l'un des supports du lien social de la Régie. Fabienne Jean, directrice de la Régie, a pratiqué adolescente le basket à haut niveau, et a même entraîné ses cadettes durant ses années d'études. Il y a sept ans, la Régie s'est lancée dans un tournoi de football à sept. Seize équipes s'affrontent sur une journée chaque année en juin dans des matchs qui durent de dix minutes pour les poules à vingt minutes pour les phases finales.



Structures et habitant·es du quartier se rencontrent

El Fahri, animateur sportif.

Bailleurs, associations locales, habitant-es des quartiers s'affrontent dans une ambiance bon enfant où chacun-e est perçu-e pour quelques heures hors de son contexte et de son rôle habituel. Les équipes sont mixtes, chacune se doit de fournir un-e arbitre. Fabienne Jean, qui ne désespère pas de convaincre le commissariat local de fournir sa propre équipe, assure l'animation de l'ensemble au micro, jusqu'à épuisement.





Séance de renforcement musculaire avec Nourredine El Fahri.

Mais le sport est aussi entré dans le quotidien de la Régie avec Nouredine El Fahri, entré à la Régie comme salarié en insertion, animateur depuis six ans et désormais titulaire d'un certificat de qualification professionnel Animateur sportif de Loisir option Acitvités Gymniques d'Expression et d'Entretien.
Pour une inscription annuelle de 20 €, les habitant-es ont la possibilité de prendre part à quatre séances de sport par semaine.

Les groupes sont mixtes – même si les femmes sont majoritaires pour le cardiorenfort et les hommes pour la musculation.
Les seules conditions sont d'avoir plus de 16 ans et de disposer d'un certificat médical.
Nouredine El Fahri compte désormais 65 inscrit-es avec un noyau dure de 20 à 30 personnes. Il a proposé aussi un temps de la boxe et organise aussi des sorties de cinq ou dix kilomètres dans la forêt d'Évreux.
Dans le temps qu'il lui reste, il n'hésite pas à mettre sa musculature à profit pour les déménagements assurés par la Régie.

DE LA DANSE À BRON

Des salarié·es chorégraphient les gestes de leur quotidien et des habitant·es bénéficient d'un coaching sportif.

Pour Raphaël Balluet, directeur de la Régie de Quartier Réussir l'insertion à Bron, faire danser des salarié-es avec le centre chorégraphique Pôle Pik a été « une révélation ». Cette structure artistique créée en 2009 par l'une des grandes figures du hip hop en France, Mourad Merzouki, siège à l'espace Albert Camus, à seulement 200 mètres de la Régie. C'est l'enseignant et chorégraphe Christophe Gelon qui est venu à la rencontre de l'équipe.



Sortir du quotidien

« Issu des quartiers, explique Raphaël Balluet, il a eu d'emblée un discours bienveillant et n'a mis aucune distance. » Aux salarié-es permanent-es ou en insertion, il a simplement demandé de lui montrer les gestes de leur quotidien au travail, du nettoyage des vitres au passage du balai en passant par la gestion des encombrants ou encore, pour celles et ceux qui œuvrent dans les bureaux, les prises d'appel au téléphone ou le travail au clavier.

« Le retour des salarié-es a été immédiatement positif. Tout le monde était sur un pied d'égalité. » pour suit Raphaël Balluet. S'en sont suivi cinq répétitions sur les pauses-déjeuners, avec pour objectif une présentation à Régies en scène. Cette expérience a été aussi l'occasion pour beaucoup de découvrir ou redécouvrir Paris. « Pour des personnes qui ont des difficultés à s'exprimer, conclut Raphaël Balluet, la danse permet de s'exprimer, de décharger les émotions. »



 $\mathbf{6}$



À VILLENEUVE-SUR-LOT, LE SPORT COMME OUTIL DE RÉUSSITE

Bien-être et confiance en soi sont au cœur du travail de lien social et le sport, assurément, une voie royale pour y accéder.

Entrée à la Régie de Territoire de la Vallée du Lot en 2019, Marie Granger est devenue conseillère d'insertion professionnelle grâce à une formation en alternance. Très vite, elle a ressenti la nécessité de proposer des activités physiques et elle a imaginé un projet sport-santé pour les salarié·es en insertion. Une nouvelle formation a fait d'elle une titulaire du BPJEPS. Désormais chargée de projet d'éducation populaire, elle s'est occupée seule pendant plus d'un an de la nouvelle épicerie sociale.

Depuis septembre 2023, elle coordonne le pôle lien social de la Régie. Le sport lui permet d'être sur le terrain, au contact des salarié·es mais aussi des habitant·es. En plus des grands classiques comme le football, Marie Granger propose de la marche active - « le terme fait moins peur que randonnée » sourit-elle - de l'ultimate (pratique collective du frisbee), des rallyesphotos, pour aller à la découverte des lieux et de leur histoire, mais aussi du tir à l'arc et de la sarbacane.

Le sport, une passion contagieuse

Marie Granger a passé son bac à distance et n'avait pas à l'entrée dans l'âge adulte une grande appétence pour les études. Elle a travaillé dans la restauration et s'est investie comme bénévole pour la Croix Rouge. Le goût du contact et du social l'ont amené naturellement vers la Régie, où elle n'en finit pas de monter en compétence. Elle repartira bientôt en formation, avec un DEJEPS en perspective. Dans son temps libre, elle va à la salle de sport, pratique la natation, la course et le cyclisme.

« Ma petite gloire personnelle c'est d'avoir traversé la Corse par le GR20. »



Elle sait aussi transmettre sa passion : « Avant d'aller faire du sport avec les salarié·es, on discute. Beaucoup pensent que ça n'est pas pour elles ou eux. Quand on leur demande que faites-vous après le travail, la plupart disent qu'ils vont marcher ou bien faire le ménage. Eh bien voilà, l'activité fait donc partie de leurs vies! Deux salariés en fin de cycle se sont même inscrits à la salle de sport!»

Dans quelques mois, la Régie va embaucher un autre permanent doté d'un BPJEPS. Avec l'animateur du centre social, elle a repéré deux jeunes qui ont de grandes capacités au basket. Leur idée commune est de les orienter vers un entraînement régulier pour, qui sait, un jour, rejoindre le haut niveau.

Le tir à l'arc et la maîtrise des émotions

La séance de tir à l'arc a lieu derrière la ressourcerie de la Régie. Les employés ont installé un grand drap blanc et des cibles devant une butte en terre. L'espace est sécurisé. Trois salariées en insertion découvrent la discipline. L'une a des douleurs à l'épaule, les deux autres peuvent se prêter plus facilement au jeu. Et pour l'une d'elles, c'est une révélation.

« Quand elle s'est présentée, explique Marie Granger, elle était très timide, elle avait perdu complètement ses moyens lors du premier entretien. »

Dans cette discipline qui requiert une très grande tranquillité intérieure et un mélange savant de concentration et de détachement, c'est pourtant peu dire qu'elle excelle. Aucune flèche ne sort de la cible, la posture est parfaite, les mains ne tremblent pas. Pour finir, les salariées s'exercent à la sarbacane.

Toutes trois reviennent heureuses de cette après-midi inattendue. Pour l'une d'elles sans doute, le souvenir s'enrichit de la certitude d'avoir réussi quelque chose et d'avoir pu donner la preuve d'un nouveau talent. C'est ainsi, on l'espère, que peut se dessiner le début d'un cercle vertueux.



Dorine tire à l'arc pour la première fois, et c'est une véritable révélation.

LE DOSSIER



Créer une ferme urbaine ou se lancer dans le compostage électro-mécanique, sensibiliser aux éco-gestes ou promouvoir les mobilités douces, tels sont quelques uns des défis relevés par les Régies pour faire face à l'urgence environnementale et climatique.

Commençons par ces mots de Jean-Luc Birski, Directeur de la Régie de Territoire du Pays de Vierzon : « Nos réseaux de l'insertion par l'activité économique s'approprient le sujet de la transition écologique en termes d'actions mais aussi comme cadre structurant d'un projet politique ou associatif ou d'une stratégie à moyen terme. Quelque chose prend corps dans les dispositifs, les structures, les politiques publiques voire les entreprises. » De très nombreuses Régies en témoignent sur le terrain.

UNE FERME URBAINE DANS LES « DENTS CREUSES » D'UN OPV

Dans les quartiers prioritaires de la ville, on ne construit pas de logements sociaux. Et les bailleurs privés n'ont pas de projets non plus dans la Cité de la fosse n°11 à l'ouest de Lens, au cœur de l'ancien bassin minier du Nord. On se retrouve ainsi avec 2,3 hectares de friches, une sorte de dent creuse dans un espace par ailleurs densément peuplé. C'est ainsi que l'ancien maire de Grenay, aujourd'hui président de la Régie de Quartiers Activ'Cités, a eu l'idée d'une ferme maraîchère. Pour ce faire, sur de nombreuses parcelles, il a fallu d'abord se débarrasser d'une plante invasive, la renouée du Japon.



Le projet initial prévoyait d'embaucher un maraîcher, mais Jessica Meslard, la nouvelle directrice de la Régie, a préféré confier la démarche à un chef de projet, en suivant deux mots d'ordre, pédagogie et biodiversité. Les différents terrains aujourd'hui en friches accueilleront un mini-golf, un verger, une ruche, une prairie fleurie, et bien sûr un espace dédié au maraîchage. Il y aura encore un Tiers-Lieu de 60 mètres carrés et un parcours sensoriel où l'on pourra marcher pieds nus.

La Régie rassemble aujourd'hui
70 personnes dont 55 salarié-es. Elle œuvre
dans le bâtiment et les espaces verts, sur
quatre communes au nord-ouest de Lens:
Grenay donc, mais aussi Bully-les-Mines,
Mazingarbe et Sains-en-Gohelle.
En 2022, elle a mené l'action-briques, soit
le réemploi de 20 000 briques des maisons
des mines pour la reconstruction de la
loge du gardien du collège en 2022. Cette
expérience n'a pas été renouvelée, du fait
d'une faible productivité et d'une grande
pénibilité pour les salariés.

Côté espaces verts, on privilégie la tonte raisonnée en accord avec le bailleur Pas-de-Calais habitat, les branchages servent de matière première à LMK, une entreprise de Sains-en-Gohelle qui fabrique des granulés. Les déchets sont triés pendant et après les chantiers. Des bennes circulent sur les résidences et la Régie s'est lancée dans la fabrique de composteurs.



parents.

OBJECTIF ZÉRO DÉCHET ET CIRCUITS COURTS

La fin de la réhabilitation d'un corps de ferme à Mazingarbe est prévue pour 2025. L'objectif zéro déchet passe par le faire soimême, lessive, pastilles de lave-vaisselle, cosmétiques. Pour Jessica Meslard et son équipe, transition écologique et lien social vont de pair, avec l'ambition dans les deux cas d'être bien présents et visibles sur toutes les communes d'intervention.

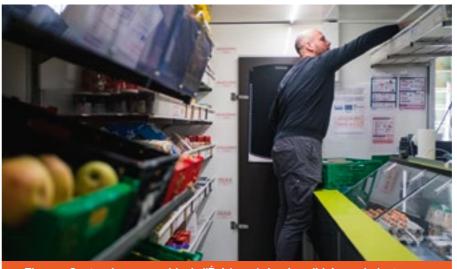
À l'autre extrémité de la France, la Régie de Territoire de la Vallée-du-Lot s'est lancé un défi assez semblable sur de vastes espaces couvrant toute la partie orientale du Lot-et-Garonne. « L'agglomération de Villeneuve-sur-Lot, se plaît à rappeler Olivier Cagnac, son directeur général, a une superficie comparable à celle de Paris. » Son arrivée en 2018 a donné un nouvel élan à la Régie qui est passée de douze à une centaine de salariées aujourd'hui, avec deux grandes lignes : se montrer réactifs et innovants face aux nouveaux défis et besoins des communes et développer l'aller vers à l'égard d'une population souvent très dispersée.

L'Épibus et le Cuisibus (cf. page 16) œuvrent sur le second point, en privilégiant dans les deux cas les produits de saison en circuit court. L'Épibus couvre six villages et son passage est vecteur d'échanges avec les habitant-es. Mais la collecte des encombrants et des déchets est devenu le grand défi de cette Régie.





Perrine Olivier, directrice adjointe, Jessica Meslard, directrice et Marie-Anne Cohuet, chargée de développement et de vie associative.









Découvrez notre nouveau guide « Les Régies de Quartier et de Territoire, actrices de la Transition écologique et solidaire »

10 11



3 QUESTIONS À PHILIPPE BLÉTY, DIRECTEUR GÉNÉRAL D'HABITAT EURÉLIEN

Vous avez pris la direction d'Habitat Eurélien, premier bailleur social d'Eure-et-Loire, en 2021. Comment cette entreprise intègre au quotidien la question de la transition écologique ?

Un des axes fondateurs d'Habitat Eurélien est d'accélérer la transition énergétique. Un programme de grande envergure, inédit au niveau national, prévoit la réhabilitation de 30 % du parc individuel. Nous effectuons aussi des campagnes d'amélioration énergétique et de maîtrise des charges : installation de luminaires économes, changement de portes palières, sensibilisation aux économies d'énergies, mise à disposition de solutions de compostage...

Le deuxième sujet important pour la transition écologique c'est la dématérialisation. Nous continuons à faire évoluer nos outils et nos pratiques. La mobilisation de nos locataires autour de la dématérialisation de leurs avis d'échéance permet aujourd'hui l'économie de près de 800 kg de papier par an.

Votre siège se trouve à Mainvilliers, comme celui de la Régie Reconstruire ensemble. De quelle manière le partenariat entre bailleur et Régie permet-il une appréhension plus fine du territoire et de ses besoins?

Les Régies ont un rôle important. Elles animent un réseau d'acteurs économiques et sociaux du territoire en faveur des résidents. En contact direct avec les usagers, elles ont la maîtrise des besoins et attentes des populations. En soutenant les actions des Régies, le bailleur agit indirectement pour le retour à l'emploi de ses locataires, peut proposer de nouveaux services, activités sociales et culturelles... Aussi, mon expérience en tant que trésorier bénévole d'une association d'insertion est un plus pour un partenariat gagnant/gagnant.

La Régie s'est investie dans le compostage et le secteur des mobilités douces. En quoi ces nouvelles activités peuvent intéresser un bailleur ?

La diversification des activités favorise le développement des quartiers. Ces actions viennent renforcer le partenariat bailleur/Régies et l'insertion à l'emploi des habitants. D'autre part, ces services nous intéressent et s'intègrent à la politique RSE menée par Habitat Eurélien. Nous faisons appel au service de mobilité douce pour assurer les navettes quotidiennes de courrier. Nous étudions également la mise en place de points de collecte de biodéchets dans les quartiers. Le compost serait réutilisé au sein des jardins partagés en pied d'immeuble.

ALIMENTATION DURABLE ET TARIFS SOCIAUX



À C2S Services, la Régie de Territoire du Pays de Vierzon, les choses émergent du terrain, comme aime à le rappeler son directeur Jean-Luc Birski, avec des dispositifs techniques tels que des jardins partagés et un restaurant associatif. Comme dans d'autres structures on touche du doigt la transition écologique à travers la question des déchets, de l'énergie. « L'écopôle de la Chaponnière part aussi d'un objet politique, qui est l'alimentation durable et la démocratie alimentaire, quelque chose de très générique qui permet de travailler les choses de manière très transversale, dans nos dispositifs techniques, nos accompagnements, nos partenariats » poursuit-il.



Trois nouvelles exploitations maraîchères ont été installées. Ceci a été rendu possible grâce au dispositif des espaces tests agricoles, accompagné par une structure qui est une émanation de la Confédération paysanne en région Centre Val-de-Loire. Parallèlement, la Régie s'est appuyée sur de nouveaux espaces de commercialisation des produits avec un site marchand, une présence sur les marchés, des points de dépôt avec des tarifs sociaux.

Enfin la Régie a mis en place des événements festifs chaque été depuis trois ans. La question de l'alimentation est aussi portée de manière opérationnelle avec une cuisine mobile. Depuis l'année dernière, l'équipe s'est enrichie d'une cuisinière diététicienne, dont l'objectif est d'accompagner la transition alimentaire vers le public précarisé qui bénéficie de l'aide alimentaire et vers les petites unités de restauration collective sur toute l'année scolaire.

Sur un mur de la Chaponnière, les mots des salarié.es de la Régie.

RESSOURCES À VALORISER ET REPAIR CAFÉ

La Régie de Territoire de Villeneuve-sur-Lot

Elle dispose d'une ressourcerie à Hautefages, elle collecte et trie par ailleurs treize tonnes de textile par mois. Elle s'est lancée dans la collecte de biodéchets auprès des écoles, des collèges, des EPHAD, des restaurants. S'ajoutent à cela différents points d'apport volontaires. L'objectif est de traiter à terme une tonne par jour. Elle s'est d'ailleurs dotée d'un composteur électro-mécanique D330 de l'entreprise française UpCycle, installée à Versailles.

En attendant l'agrément sanitaire, la Régie collecte plus qu'elle ne traite et dirige le surplus vers une station de méthanisation. Le compost sert pour l'instant aux espaces verts. Sa distribution à des revendeurs est la prochaine étape prévue. Du côté d'Aabraysie développement, Régie de Quartiers à Saint-Jean de Braye, on s'est aussi équipé d'un composteur électromécanique, lui aussi en phase de test. Les biodéchets sont déposés dans des points d'apport volontaires, collectés en vélo-cargos ou en petit véhicule électrique.

Quinze jours plus tard, ils sont transformés en compost. Cette Régie collecte aussi les déchets sauvages en forêt et depuis 2019, a abandonné les produits phytosanitaires dans les espaces verts, bien avant l'obligation légale. Elle fait par ailleurs partie d'un groupement de réemploi au niveau de la métropole orléanaise. Des valoristes d'associations partenaires permettent d'orienter les produits réutilisables vers la ressourcerie ou l'association Envie – spécialisée dans l'électroménager. « On parle de moins en moins de déchets, confie Clémence Perrot, directrice du Pôle lien social, mais de ressources à valoriser. »

« Tous nos projets sont en lien avec la transition écologique » poursuitelle, évoquant la création d'un Repair café chaque mois ou encore d'une bricothèque gérée par des bénévoles, permettant de mutualiser des outils de qualité professionnelle. La Régie a enfin développé une importante activité de transport collectif, avec des véhicules majoritairement hybrides ou électriques, incluant le transport à la demande pour les personnes à mobilité réduite.



12

TRI SÉLECTIF ET COMPTABILITÉ CARBONE

La Régie de Quartier Océan Insertion intervient sur quatre QPV de l'ouest nantais — Le Breil, Dervallières, Bellevue et l'immense immeuble de 780 logements — plus une centaine d'entreprises, dit du Sillon de Bretagne, à Saint-Herblain. Pour ce dernier, la Régie a un partenariat étroit avec le bailleur Harmonie habitat qui inclut par exemple le nettoyage d'appartement entre deux locataires. Depuis cinq ans, la Régie s'est lancée dans la collecte et le tri des encombrants. Et de 60 tonnes par an jetés au tout venant, on est passé à 30 tonnes.

Dans le reste on extrait encore plastiques et cartons ainsi que tout ce qui relève d'une déchetterie professionnelle (huile de vidange, bouteilles de gaz, pots de peinture). Meubles, vêtements, jeux, vaisselle, livres sont répartis entre le chantier d'insertion L'Homme Debout à Saint-Herblain et la Boutik à Nantes, la ressourcerie de la Régie, où arrivent de nombreux dons. Tout près de cette dernière, les habitant.es peuvent bénéficier d'un espace de vente de légumes bio à petits prix, issus du chantier maraîchage.





Antonin, encadrant technique, et Guy, coordinateur du chantier bâtiment, spécialisé dans la taille de pierres, qui apporte son expertise sur le chantier limousinerie : un travail de savoir-faire traditionnel avec des matériaux de patrimoines existants.

Charline Petit est arrivée à la Régie de Quartier de Toulouse Desbals Services en service civique. Elle a ensuite été embauchée en CDD puis en CDI sur un poste de responsable projets de médiation et de transition écologique. Ingénieure en aéronautique de formation, elle a eu envie de mettre à profit ses compétences scientifiques pour effectuer une comptabilité carbone rigoureuse et précise de la Régie. Cela passe par dresser une liste exhaustive des activités émettrices et d'en mesurer l'amplitude grâce aux outils de l'ADEME.

Concevoir l'outil lui a demandé trois à quatre mois. Il s'agissait de déterminer là où devait porter les efforts. « Le quotidien d'une Régie est fait d'une multitude de petits déplacements, donne-t-elle pour exemple. Pour réduire notre impact, on s'est fait financer une flotte de vélos pour les médiateurs. » Désormais la comptabilité annuelle se fait en un ou deux jours. Ce travail a incité aussi à réfléchir au choix bancaire en fonction de l'impact carbone des investissements et de leur caractère local ou encore à procéder au tri sélectif des déchets sur la voirie. « À raison d'une tonne par jour, l'impact est certain. »



LIVRAISON DU DERNIER KILOMÈTRE ET PERMACULTURE

La Régie de Quartier Reconstruire ensemble de Mainvilliers dispose depuis janvier 2021 d'un chantier d'insertion reconnu par l'État dédié à la livraison dite du dernier kilomètre. Après 9 h 30, la circulation des véhicules thermiques est interdite dans le centre-ville de Chartres, pour des raisons de pollution, de nuisance sonore mais aussi de dégâts sur la chaussée. La Régie est la seule entreprise du territoire à proposer ce service de livraison en vélo-cargo, un métier de demain comme aime à le rappeler Bernard Monguillon, le directeur de la structure. Deux permanents encadrent quatre ou cinq salariée.es en transition professionnelle - terme privilégié par la Régie à celui classique de

salarié·es en insertion.

Deux fois par an, ces derniers se forment aux rudiments du code et aux bons comportements à adopter sur la route. Pour l'instant, la livraison ne concerne que les entreprises et les commerces, mais concerne aussi les produits alimentaires, comme les légumes livrés au dépôt par le Potager de Diane. Les vélos-cargos sont aussi utilisés pour la collecte des biodéchets ou encore celle des cheveux auprès des coiffeurs pour la fabrique de boudins destinés à retenir la marée noire — une innovation de la start-up HKVOR. Ils travaillent aussi pour la recyclerie de la Régie.

À deux pas de la Régie de Quartier Diagonales, à la Rochelle, un parc protégé par le plan local d'urbanisme accueille un projet de mise en culture, avec une micro-ferme. Une partie en pleine terre est exploitée depuis janvier, une autre sous serre va se déployer sur l'emplacement d'un ancien terrain de basket bitumé. Il sera désimperméabilisé pour être opérationnel en septembre. Chacune de ces parcelles fait 800 m² et sera exploitée selon les principes de la permaculture.

Le projet, né dans le cadre du dispositif Quartiers Fertiles de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine, a été accompagné dans le cadre de la politique de la ville par la ville et l'État, mais aussi par la Région Nouvelle Aquitaine, les Fondations Léa-Nature et Gaïa-Nova et enfin, via le Mouvement des Régies, par le FAPE- EDF et la fondation Bruneau. Le taux d'autofinancement du projet est ainsi inférieur à 10 %. La Régie, qui s'investit par ailleurs dans la collecte d'encombrants et les mobilités douces avec un garage deux roues, a une longue expérience de gestion des jardins partagés en pied d'immeuble.



Nora Benchehida, présidente de la Régie, est aussi une utilisatrice régulière des bornes de collecte de bio-déchets.



Raïd Magho, salarié en CDI Insertion du secteur Espaces Verts, aux manettes du composteur électromécanique.



Bernard Monguillon, directeur de la Régie Reconstruire ensemble, Philippe Bléty, directeur de l'Office Habitat eurélien et Nora Benchehida, présidente de la Régie.

14 1

UN GOÛTER AVEC LE CUISI'BUS

« TRAVAILLER L'ALIMENTATION AVEC LES HABITANTS DU TERRITOIRE »



Éric Behaeghel, animateur cuisine, jardin et imprimante 3D, est en CDI à la Régie depuis le 1^{er} janvier. En cette après-midi ensoleillée, il profite de l'organisation d'un cours de sport pour installer le cuisibus.





Ce dispositif occupe une place de choix dans le pôle lien social de la Régie. « L'idée est de proposer des recettes simples avec des ingrédients que chacun.e peut avoir dans son placard et un maximum de produits locaux » explique l'animateur.





Magalie Sotteau, diététicienne, qui accompagne les déplacements du Cuisi'bus, travaille sur cette addiction au sucre, créée par les sodas et nombre de produits industriels omniprésents dans le quotidien de nombreux jeunes.



Ahmed, salarié en insertion, vient prêter main forte. Après un parcours accidenté, il donne ainsi aux habitants de cette petite ville une image concrète de son évolution vers une vie plus tranquille. Comme d'autres jeunes venus participer à la fabrication d'un smoothie, il trouve le jus de fruit frais pas assez sucré.



Aujourd'hui, l'atelier est sans inscription. Des éducatrices de rue se joignent aux jeunes qui sont venus cuisiner pour prendre des nouvelles ou tisser des liens. Un éducateur du centre social, en charge de l'animation sportive proposée en partenariat avec la Régie, est aussi présent sur les lieux.





16

DU NOUVERU

UNE CONVENTION NATIONALE ENTRE BAILLEURS SOCIAUX ET RÉGIES DE OUARTIER

L'ambition actuelle du Mouvement des Régies est de réaffirmer et de reconsolider les liens de proximités entre les Régies et l'écosystème du secteur HLM.

Ces liens ne se limitent pas au périmètre des marchés, même si ces derniers conditionnent pour partie le modèle économique des Régies. Aussi plusieurs actions concrètes ont été menées récemment.

La première est l'élaboration d'un guide « Bailleurs sociaux et Régies de Quartier, pour un partenariat renforcé » concernant toutes les opportunités d'action, notamment dans le cadre de la transition écologique et solidaire. Par ailleurs, lors de son Conseil d'administration, fin novembre 2023, le Mouvement a invité l'USH (l'Union sociale pour l'habitat) et la FNAR (Fédération nationale des associations régionales HLM) à un échange avec les administrateurs des Régies. Le 18 juin enfin, à la Régie de Quartier 19^e à Paris, une convention sera signée entre le Mouvement des Régies, l'USH et ses cinq fédérations.

Pour les bailleurs, il s'agit bien sûr de réaffirmer leur reconnaissance et leur soutien. Pour le Mouvement des Régies, cette convention est un support pour favoriser les connexions. En ce sens, la présence des délégués régionaux de la FNAR est extrêmement importante, afin de travailler ensemble à toutes les échelles au bénéfice du territoire et des habitant·es. Du côté des Régies, il est capital de suivre l'évolution des bailleurs sociaux, leurs attentes, leurs enjeux.



Signature d'une convention entre le Mouvement des Régies, l'USH et ses cinq fédérations.



Parmi ces derniers, ce que les bailleurs appellent la Responsabilité sociétale des entreprises recoupe de nombreuses compétences des Régies, bien au-delà des espaces verts, de l'entretien du bâti et de la récupération des ordures. Comme le rappelle Delphine Vidal, déléguée générale du Mouvement des Régies, « il revient à celles-ci de donner à voir aux bailleurs leur capacité de collaboration.»

Ce champ élargi de coopération concerne aussi la professionnalisation des habitant·es, autrement dit le développement des compétences des salarié·es au service des bailleurs (via les Régies ou en tant que futurs salariés).



NUMÉRIQUE EN COMMUN : DEUXIÈME ÉDITION !

Le Club 404, communauté des pratiques du numérique au sein des Régies, œuvre tout au long de l'année en distanciel. Mais pour échanger et débattre sur les évolutions du virtuel, rien ne peut remplacer un temps de partage et de rencontres, comme celui qui a eu lieu le 30 mai dernier.

Ce sont quelques vingt-cinq participant. es qui se sont rassemblé.es à l'espace 101 de la mairie du 8º arrondissement de Lyon à l'appel de Jennifer Ham et Julien Daniel pour cette seconde réunion du Club 404. Lancée en 2022 avec l'idée d'en faire un rendez-vous annuel, ces retrouvailles dites du NEC 404 - pour Numérique en commun - n'avaient pu avoir lieu l'an dernier. Des représentant.es de toute la France se sont donc réunies pour la seconde fois, venu. es de Grenoble, Grande-Synthe, Toulouse, Paris, Saint-Brieuc, Cayenne etc.

En petits groupes, les participant.es ont été invité.es à formuler le matin leurs tops et leurs flops dans la médiation numérique puis, en fin d'après-midi, à se retrouver en ateliers autour de six grands thèmes : l'hygiène numérique, l'accès aux droits et le non-recours, l'accompagnement des personnes âgées et des jeunes, l'accompagnement vers l'autonomie des publics dans le cadre d'une insertion socio-professionnelle, le modèle socioéconomique permettant de pérenniser les actions et enfin l'évolution des démarches administratives. Chacun·e pouvait prendre part à deux ateliers.



Entre ces temps d'échanges plus confidentiels, une première table ronde s'est déroulée autour de l'avenir de la médiation numérique, impliquant en fin de matinée Pierre Gasté, cofondateur du Club 404 et responsable d'Alphalia, une filiale de la Régie de la Rochelle dédiée à la formation en inclusion numérique et Vincent Mandinaud, Chargé de mission, chef de projet R&D, de l'Agence Nationale pour l'Amélioration des Conditions de Travail.

En début d'après-midi, la discussion s'est poursuivie avec Samir Helal, chargé du déploiement des réseaux fixes au Ministère de l'économie et des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, autour notamment de la fin annoncée de

l'ADSL pour 2030 et des défis du passage à la fibre, mais aussi de la fracture numérique et des statuts très divers de celles et ceux qui œuvrent à la réduire au sein des Régies. Un seul des participants en effet avait le statut de conseiller numérique. Les autres sont médiateurs ou sont contraints d'ajouter cette charge à d'autres missions de lien social.

Régies en Action n°87, Juin 2024

Éditeur : le Mouvement des Régies, association loi 1901 144 boulevard de la Villette Tél.: 01 48 05 67 58

accueil@lemouvementdesregies.org www.lemouvementdesregies.org

Imprimeur Sprint : PERIPARK 92622 Gennevilliers cedex

Directeur de la publication : Jacques Limouzin Olivier Favier / Photographie : Louis Lepron, Olivier Favier / Affiche p.2 : Bonjour Paris (Direction artistique) Ever Paris (Production) / **Maquette** : Stratéact / **Mise en page** : Élodie

Numéro de dépôt légal 91/0322

Cette publication a bénéficié du soutien DGEFP, Délégation générale à l'emploi et à Direction générale de la cohésion sociale.

Dépôt légal mai 2023 - N° ISSN : 3037-2984





ENTRETIEN AVEC RENAUD PAYRE

Politologue et 3^e vice-président de la Métropole de Lyon membre de la commission urbanisme, habitat, logement et politique de la ville.

Co-construire les contrats de ville de leur conception à leur mise en œuvre afin qu'ils répondent au mieux aux besoins des acteurs de terrain, tel était le désir exprimé par le Mouvement des Régies pour 2024. La Métropole de Lyon a répondu à ces attentes.

La signature des nouveaux contrats de ville « Engagements Quartiers 2030 » ont été précédés d'une concertation. Comment celle-ci s'est-elle déroulée et sur quoi portait-elle? Pouvez-nous nous parler des Assises des quartiers populaires organisées en 2023 par la Métropole de Lyon?

Je souhaitais qu'il y ait la parole des structures qui interviennent dans les quartiers populaires, et qu'elles puissent, de même si possible que les habitantes et les habitants, nous dire ce qu'elles attendaient de la métropole. Nous avons travaillé cela avec les services de la Métropole. La forme était assez inédite, huit ateliers préparatoires autour de thématiques majeures qui allaient de la transition écologique et notamment de la guestion de l'alimentation, à celle de l'éducation en passant par l'insertion et l'emploi. Lors de la plénière, le 6 avril 2023, on a vu une grande diversité de structures, on a eu un retour extrêmement riche qui nous a permis de rédiger un contrat de ville autour de ces enjeux.

Accès au droit, présence humaine, éducation, activité économique dans et pour les quartiers, transition, santé et qualité de vie, émancipation, tels sont les grands enjeux du contrat de ville de la Métropole de Lyon, qui sont aussi au cœur de l'ADN des Régies. Quelle place comptezvous donner à ces dernières pour la mise en œuvre du contrat?

Ces enjeux structurent 250 engagements concrets pris par les différents services, de la CAF à France Travail en passant par la CPAM ou l'Éducation nationale, sans oublier la Métropole elle-même. Pour la première fois, tant au niveau de l'État qu'à celui de la Métropole, on a fait travailler le droit commun. Concrètement, les différents présidents et vice-présidents se sont réunis autour de cette question : comment fait-on pour que les quartiers populaires soient la priorité des priorités ? Pour ce qui concerne les Régies, nous avons dégagé deux axes essentiels. Le premier est bien sûr la question de l'insertion, mais de manière plus générale, et je le vois sur la Métropole de Lyon, la présence de proximité qu'elles assurent. Les Régies permettent d'améliorer le quotidien des quartiers populaires, que ce soit par une recyclerie, les services à la personne, l'enlèvement de déchets, l'entretien de la propreté. C'est ce que nous appelons dans le contrat de ville la présence humaine, ce qui pour nous concerne la sécurité mais aussi les services. Cette présence s'accompagne de l'insertion et de l'accompagnement des habitantes et des habitants, c'est doublement gagnant.

De nombreuses Régies, à l'instar d'autres acteurs des réseaux associatifs, ont fait part de leur désir de co-construction à toutes les étapes du processus. Comment les communes qui en assurent le pilotage peuvent-elles aider à une mise en œuvre plus participative?

C'est le rôle des conventions locales d'application, qui déclinent le contrat de ville à l'échelle des quartiers. Il faut qu'il y ait un pilotage de ces conventions sur la base du partenariat. Pour moi il est essentiel qu'au niveau métropolitain on continue d'associer structures et habitant·es.

« LES RÉGIES PERMETTENT D'AMÉLIORER LE QUOTIDIEN DES QUARTIERS POPULAIRES. QUE CE SOIT PAR UNE RECYCLERIE, LES SERVICES À LA PERSONNE (...). »

Je souhaite que les unes et les autres aient leur mot à dire non seulement comme nous l'avons vu dans la conception du projet, mais tout au long du processus d'application. Pour cela, pour la première fois là aussi, dans le contrat de ville de la métropole de Lyon, il y a un comité de pilotage plénier avec la présence des associations et des habitants. C'est cela qui garantit l'association des acteurs et une co-construction. Et c'est aussi la preuve de notre vigilance.



